



Dossier - Finances publiques (2/5)

Perspectives macroéconomiques en 2019

Evolution du cadre macroéconomique national et international

	2013	2014	2015	2016	2017	Projections	
						2018	2019
Environnement international							
Croissance économique mondiale (FMI, en %)	3,5	3,6	3,5	3,3	3,7	3,7	3,7
Zone Euro (FMI, en %)	-0,2	1,4	2,1	1,9	2,2	2,0	1,9
Cours pétrole (moyenne, \$/bbl)	104,1	96,2	50,8	42,8	52,8	70,0	72,0
Cours phosphates bruts (\$/t)	126,3	110,5	120,3	110,5	89,7	95,0	97,0
Cours blé dur Etats Unis (\$/t)	312,2	284,9	204,4	166,6	174,2	190,0	194,0
Environnement national							
PIB et ses composantes, en volume (%)							
PIB	4,5	2,7	4,5	1,2	4,1	3,5	3,2
PIB agricole	17,2	-2,2	11,9	-13,7	15,4	5,3	-1,5
PIB non agricole	2,9	3,4	3,7	3,1	2,7	3,3	3,8

Source : Etabli par nos soins, données BAM et FMI

Taux de croissance économique

Dans le scénario sous-tendant la LF 2019, la croissance économique devrait se situer à 3,2% en 2019 au lieu de 3,5% en 2018.

Valeur ajoutée

La valeur ajoutée agricole devrait régresser de 1,5% après une croissance de 5,3% en 2018. Pour sa part, la valeur ajoutée non agricole devrait s'accélérer pour atteindre 3,8% au lieu 3,3% en 2018.

Financement de l'économie

Le revenu national brut disponible, à prix courants, devrait connaître une progression de l'ordre de 4,8% en 2019 après 5% en 2018 et 4,7% en 2017. Cet accroissement est attribuable à la croissance du PIB nominal de 4,6% en 2019 contre 5,1% en 2018 et 4,9% en 2017, et à la consolidation des revenus nets en provenance du reste du monde, suite au redressement continu des transferts des MRE de 5% en 2019 après 1,5% en 2018. L'épargne nationale s'établirait à 28,5% en 2019 après 28,6% en 2018.

Taux d'investissement

Le taux d'investissement brut devrait atteindre 32,5% en 2019 au lieu de 32,4% en 2018.

Besoin de financement

Il devrait s'élever à 4% du PIB en 2019 après 3,9% en 2018 et 3,7% du PIB en 2017.

Déficit budgétaire

Un déficit budgétaire, hors privatisation de 3,7% du PIB (ou l'équivalent de 3,3% incluant les recettes de privatisation) contre 3,8% du PIB prévu en 2018.



Discussion des hypothèses qui sous-tendent le budget au titre de l'année 2019

Taux de croissance économique

Dans le scénario sous-jacent à la LF 2019, la croissance économique devrait se situer à 3,2% en 2019 au lieu de 3,5% en 2018. Il est constaté sur la période 2012-2016 que les prévisions du taux de croissance économique fournies par le Ministère en charge des Finances ont connu une marge d'erreur significative. Les prévisions du HCP sont toujours sur ce plan, différentes de celles du Ministère des Finances, avec des prévisions dont la marge d'erreur est faible, ne dépassant pas 2%.

Le HCP, avec sa présence sur le terrain et sa disposition d'outils de prévision économiques et financiers permet de donner des prévisions plus proches de la réalité. En 2019, la croissance économique d'après le HCP devrait reculer pour se situer à 2,9% seulement, soit une baisse de 1 point par rapport à l'année dernière. Une différence de 3 points du PIB subsiste donc entre la prévision du HCP et des Finances.

La question qui se pose à ce niveau est que l'optimisme qui entache les prévisions de croissance économique des finances se répercute à son tour sur la formulation du profil budgétaire des années suivantes, du moment que les prévisions des items budgétaires surtout des recettes fiscales sont étroitement liées à l'hypothèse de croissance économique. De ce fait, toute surestimation du taux de croissance économique aboutit certes à un gonflement des recettes en prévision et à une dénaturation du profil du budget.

Taux de déficit budgétaire

Le taux de déficit prévu en 2019 est de 3,3% du PIB avec privatisation. Ce taux est sujet à discussion puisque le solde des Comptes Spéciaux du Trésor est créditeur de seulement 0,6 milliard de dirhams et non pas de 6 milliards de dirhams¹.

De même, ce taux est allégé artificiellement par le gonflement des prévisions de recettes de privatisation. Le recours à cette pratique est fréquent depuis plusieurs années en vue de déposer un projet du budget au parlement dégageant un taux de déficit politiquement acceptable.

Prix du pétrole

Nous estimons à ce titre qu'une prévision de 70 dollars le baril n'est pas prudente vu les fluctuations imprévisibles du prix du pétrole sur le marché international.

¹ Voir bulletin officiel n° 6736 bis du 21 décembre 2018, page 2001 et rapport économique et financier, DEPF, page 123